



CHIP SOMODEVILLA/GETTY IMAGES

## Joe Biden prévoit de dépenser des milliards pour des réseaux Internet appartenant au gouvernement

La gauche radicale veut nationaliser l'Internet comme les Soviétiques l'ont fait pour les services publics.

- Andrew Miiller
- [12/01/2022](#)

Le Sénat des États-Unis a approuvé le 10 août 2021 un programme de 1,2 trillion de dollars pour moderniser les infrastructures vieillissantes de l'Amérique. Le projet de loi doit maintenant passer par la Chambre des représentants, où la présidente de la Chambre, Nancy Pelosi, a déclaré que les démocrates ne le voteront pas tant que le Sénat n'aura pas adopté un projet de loi de politique sociale encore plus ambitieux de 3,5 trillions de dollars. S'ils étaient adoptés, les deux projets de loi aggraveraient la crise économique américaine en augmentant la dette fédérale et en alimentant l'inflation.

Il est important que les Américains comprennent ce qu'ils obtiennent pour leur argent. Seuls 110 milliards de dollars sur les 1,200 milliards de dollars du programme d'infrastructure sont consacrés aux routes, aux ponts et aux projets similaires. Une grande partie du reste a été affectée à des autobus scolaires à zéro émission, à des stations de recharge de voitures électriques et à des réseaux Internet appartenant au gouvernement.

Sous couvert de combler la fracture numérique entre les riches et les pauvres, le projet de loi de 1,2 trillion de dollars alloue environ 65 milliards de dollars à l'expansion du réseau Internet à haut débit dans tout le pays. Une partie de ces dépenses, finance des choses comme des crédits mensuels de 50 dollars pour les Américains à faible revenu pour payer l'accès à l'Internet, mais 42 milliards de dollars sont destinés à créer des réseaux appartenant au gouvernement, qui, selon les défenseurs, sont nécessaires dans les zones à faible revenu.

De nombreux analystes estiment que ces dépenses sont un gaspillage d'argent, compte tenu des antécédents de corruption et d'échec du gouvernement en matière de large bande. « À quelques exceptions près, les réseaux appartenant au gouvernement ont été des échecs retentissants », a indiqué une coalition de groupes de réflexion favorables au marché dans une lettre adressée au Congrès. « Par exemple, le *KentuckyWired* est un réseau gouvernemental de 3,000 miles [4,828 km], qui a été vendu aux contribuables comme un projet de 350 millions de dollars qui serait terminé au printemps 2016. Ces projections n'auraient pas pu être plus fausses. Plus de cinq ans après la date supposée d'achèvement, la construction de la fibre optique pour le *KentuckyWired* est toujours 'en cours' dans certaines parties de l'État et un rapport de l'auditeur de l'État a conclu que les contribuables finiront par gaspiller un énorme 1,5 milliard de dollars sur ce 'réseau gouvernemental' redondant au cours de ses 30 ans de vie. »

Michael Powell, PDG de *Internet & Television Association*, a critiqué le projet de loi en déclarant : « L'idée que le secteur privé et les incitations au profit sont intrinsèquement inadaptés pour faire le travail est étonnamment soviétique. »

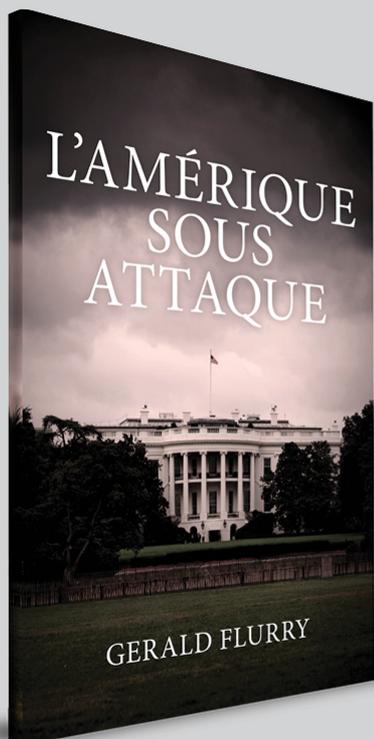
En tant que président, Barack Obama a fait approuver les lois de 19 États pour ouvrir la voie aux dépenses fédérales en matière de large bande, avec un projet de loi de relance de 2009 qui prévoyait 7 milliards de dollars pour les réseaux Internet gouvernementaux. Aujourd'hui, l'administration Biden lui emboîte le pas en réservant encore plus de fonds pour le réseau de haut débit gouvernemental. Il serait certainement beaucoup plus rentable de laisser le marché libre étendre les réseaux Internet aux endroits du pays où les gens sont en mesure de payer l'accès à l'Internet. Mais l'administration Biden veut en fin de compte nationaliser l'Internet de la même manière que l'Union soviétique a nationalisé les services publics.

Le regretté Ron Fraser, contributeur de la *Trompette*, a mis en lumière un décret exécutif signé par le président Obama en 2012 qui donnait à la Maison Blanche un contrôle sans précédent pour interférer avec les communications privées des citoyens américains. Ce décret exécutif, intitulé « *Assignment of National Security and Emergency Preparedness Communications Functions* » [Attribution des fonctions de communication relatives à la sécurité nationale et à la protection civile], a accordé de nouveaux pouvoirs au département de la Sécurité intérieure des États-Unis, y compris la capacité de recueillir des informations sur les communications publiques et de saisir des installations privées, coupant effectivement les communications civiles en cas d'urgence nationale.

« La menace que ce [décret exécutif] fait peser sur toute organisation légitime qui s'élève contre ou résiste de quelque manière que ce soit, à une action gouvernementale incompatible avec l'intention de la Constitution des États-Unis—ce que certains radicaux, à la fois au sein et aidant le programme radical de cette administration américaine actuelle, ont déclaré qu'il est obsolète—est manifestement évidente », a écrit M. Fraser dans « *President Obama's Sweeping New Powers* » [Les nouveaux pouvoirs étendus du président Obama—disponible en anglais seulement].

« Considérez le message de l'Évangile dans ce contexte. ... Votre Bible déclare qu'un temps viendra où la terre ne sera pas capable de supporter les paroles d'un prophète. Le résultat sera que certaines puissances arrêteront la diffusion et empêcheront la publication du véritable message évangélique (Amos 7 : 10 ; 8 : 11-12). »

La gauche radicale travaille depuis des années avec les oligarques des géants du Web pour censurer l'Internet. Aujourd'hui, l'administration Biden tente de nationaliser et de contrôler les réseaux nécessaires à l'accès à l'Internet dans les foyers. Il ne faudra pas longtemps pour que le gouvernement américain ait le pouvoir d'interdire la diffusion de la vérité de Dieu dans tout le pays. Pour plus d'informations sur ce que la Bible dit au sujet d'un temps de censure intense à venir, veuillez lire le chapitre intitulé « *The Famine of the Word* [La famine de la Parole] » dans notre brochure gratuite [The Lion Has Roared](#) [Le lion a rugi—disponible en anglais seulement], par le rédacteur en chef de la *Trompette* Gerald Flurry.



**Téléchargez, ou  
commandez votre  
copie gratuite de**

**L'Amérique  
sous attaque**

**maintenant en cliquant**